DIFFERENTES RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

Les recommandations et suggestions suivantes sont transmises :

RESOLU que la Convention Nationale devrait reconnaître le principe d'une taxe d'accise sur les articles fabriqués au Canada, relativement à l'application d'un tarif en vue de prélever un revenu, et que le Parti Libéral devrait s'engager à adopter le principe de la taxe d'accise, advenant son retour au pouvoir; le tarif d'accise devra représenter approximativement 50 pour cent du chiffre du tarif d'importation sur tout article importé.

Qu'il faudrait prélever le revenu perdu par suite de l'abolition du tarif et prélever un plus ample revenu nécessaire pour acquitter les frais de guerre, par l'imposition :

1. D'une taxe sur le revenu, fortement graduée, prélevée sans crainte et avec impartialité.
2. D'une taxe sur les valeurs foncières, sans tenir compte de la valeur des améliorations effectuées sur le bien-fonds.
3. D'une taxe sur les successions.

Que, outre la politique tarifaire énoncée dans la résolution McMaster, nous favorisons d'autres diminutions à effectuer, de temps à autre, dans le tarif, jusqu'à ce que nous ayons le libre échange absolu.

RESOLU que le Parti Libéral devrait consulter les électeurs à une Convention Libérale Nationale, tenue au moins une fois, durant chaque terme parlementaire.

CONTROLE ET CORPORATIONS

CONSIDERANT que le syndicalisme doit son développement surtout à l'établissement du capital en vue des grandes entreprises qui ne pourraient pas autrement être exercées;

CONSIDERANT que ces coalitions du capital, grâce à ces corporations, ont nécessité des coalitions correspondantes parmi les classes ouvrières, pour leur protection et afin d'obtenir pour elles-mêmes une répartition juste et équitable de leur part du produit du travail ;

ET CONSIDERANT que, dans le passé, les gouvernements ont négligé d'exercer le contrôle et la réglementation nécessaires pour conserver l'équilibre voulu entre les corporations, relativement au capital, d'une part, et au travail, d'autre part ;

ET CONSIDERANT que les plus importantes corporations industrielles du Canada jouissent d'un privilège spécial, soit parce qu'elles possèdent des franchises appartenant au public ou à cause de la protection tarifaire accordée à leurs industries ;

IL EST EN CONSEQUENCE RESOLU que cette Convention est d'avis que le Parti Libéral devrait se déclarer en faveur d'un contrôle et d'une surveillance plus sévères de toutes les corporations, afin d'empêcher tous les abus découlant de l'augmentation irrégulière du capital ou de l'opération généralement connue sous le nom de mouillage ou diluage du capital, et par l'application sévère et impartiale de la taxation directe, à l'aide de l'impôt sur le revenu, fortement gradué, dans le but d'assurer que ces corporations contribuent pour leur part équitable et régulière aux frais d'administration des affaires du pays, et, en ce qui concerne toutes les corporations exerçant le commerce d'articles de nécessité publique, pour empêcher l'exploitation du public au moyen de profits anormaux, soumettant toutes ces corporations et leurs opérations à l'inspection, à la surveillance et à la réglementation semblables en principe à celles exercées par la Commission des chemins de fer du Canada, avec le pouvoir d'adopter des résolutions ayant pour objet d'assurer, tant aux classes ouvrières qu'aux capitalistes, une juste proportion et répartition des profits provenant de la production.